

## HOOFDSTUK III. – Slotbepaling

**Art. 7.** Hoofdstuk I van dit decreet treedt in werking op 1 september 2020.

Hoofdstuk II van dit decreet treedt in werking de dag waarop het aangenomen wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-  
Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan  
de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 91-1. – Commissieamendement(en), nr. 91-2 –  
Commissieverslag, nr. 91-3 – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 91-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire  
vergadering, nr. 91-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Zitting van 8 juli 2020.

Wat betreft artikel 1, § 1 et 2, zie :

[https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/47575\\_000.pdf](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/47575_000.pdf)

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42369]

**16 JUILLET 2020.** — Décret modifiant l'article 47/15 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé  
et insérant un article 47/15bis en vue de prendre des mesures relatives à la crise sanitaire liée  
à la COVID-19 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à  
l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le présent décret, le masculin est utilisé à titre épïcène.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

**Art. 3.** A l'article 47/15, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont  
apportées :

a) un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lorsque le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses intervient dans une situation  
qui s'inscrit dans un cadre individuel ou familial, il collabore avec le médecin du patient concerné par la déclaration.  
Lorsque le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses intervient dans une situation qui  
s'inscrit dans un cadre collectif, il collabore avec le médecin désigné par la collectivité, les médecins traitants,  
les autorités administratives locales et le cercle de médecine générale concerné avec lequel il se concerta. » ;

b) au 1<sup>o</sup> de l'alinéa 2, le mot « généraliste » est abrogé ;

c) au 2<sup>o</sup> de l'alinéa 2, les mots « , pour autant que ce soit possible » sont abrogés ;

d) au 2<sup>o</sup> de l'alinéa 2, les mots « les autorités de la commune » sont remplacés par les mots « les autorités  
administratives locales » ;

e) le 2<sup>o</sup> de l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Par « autorités administratives locales », on entend les bourgmestres, les gouverneurs de province, les présidents  
des centres publics d'action sociale ou leurs administrations et les services de police locale » ;

f) le 4<sup>o</sup> de l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes :

« Le médecin ou l'infirmier de l'Agence en charge des maladies infectieuses transmet un rapport justifiant  
la fermeture d'un lieu, d'un espace ou d'une installation au bourgmestre.

Il peut être mis fin à la décision de fermeture si les circonstances qui l'ont justifiée ne sont plus réunies.

Le bourgmestre est chargé de l'exécution des décisions de fermeture en vertu de ses pouvoirs de police  
administrative. » ;

g) le 5<sup>o</sup> de l'alinéa 2 est complété par les mots « avec l'appui du médecin du patient concerné par la déclaration » ;

h) le 6° de l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« 6° d'ordonner si nécessaire l'isolement des personnes contaminées ou susceptibles d'avoir été contaminées, pour une période ne dépassant pas celle de leur contagiosité qui, selon les circonstances, s'effectue :

a) au sein d'un service hospitalier pertinent au vu de la situation sanitaire donnée et identifié par la décision d'isolement adoptée par le médecin de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses à la suite d'une concertation avec l'hôpital concerné ;

b) à domicile ;

c) dans un autre lieu approprié à cet effet » ;

i) L'alinéa 2 est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° d'organiser l'exercice de leurs missions avec le cercle de médecine générale locale ainsi que les autorités administratives locales et le médecin désigné par la collectivité comme référent lorsqu'il s'agit d'une situation collective » ;

j) à l'alinéa 3, les mots « concernant l'alinéa 2, 10°, le cas échéant, » sont abrogés.

**Art. 4.** Dans le titre III du livre préliminaire, il est inséré un nouvel article 47/15bis, rédigé comme suit :

« Art. 47/15bis. § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui entre sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 est tenue de se placer immédiatement en isolement à son domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet.

Toutes les personnes avec lesquelles les personnes infectées ou suspectées d'être infectées ont été en contact sont, de la même manière, tenues de se placer immédiatement en isolement à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet.

L'isolement est d'une durée définie par les médecins de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques.

§ 2. Les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont tenues de prendre contact dans les plus brefs délais avec leur médecin généraliste qui procèdera lui-même au test de dépistage ou les enverra vers un centre de triage et de prélèvement en vue de procéder à leur dépistage.

Toutes les personnes testées positives à la COVID-19 ou pour lesquelles le médecin présume une telle infection suivent les prescriptions du médecin.

§ 3. Sont considérés comme des territoires à très haut risque d'infection, au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, une ville, une commune, un arrondissement ou un pays classé en zone rouge sur la liste établie par le Service public fédéral des Affaires étrangères.

§ 4. Les missions et prérogatives des médecins et infirmiers visés à l'article 47/15 sont applicables aux mesures visées au présent article.

§ 5. Sans préjudice de l'application des sanctions fixées par le Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 500 euros et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement, les personnes ne respectant pas le prescrit du présent article. ».

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 5.** Le présent décret produit ses effets le 16 juillet 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances  
et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des alloca-  
tions familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2019-2020.*

Documents du Parlement wallon, 239 (2019-2020) N°s 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 juillet 2020.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/42369]

**16 JULI 2020. — Decreet tot wijziging van artikel 47/15 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging van een artikel 47/15bis om de maatregelen betreffende de gezondheids crisis in verband met COVID-19 te nemen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In dit decreet is het gebruik van mannelijke namen gemeenslachtig.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

**Art. 3.** In artikel 47/15, § 1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer de arts of de verpleegkundige van het Agentschap belast met de besmettelijke ziektes tussenkomt in een toestand die individueel of familiaal benaderd kan worden, werkt hij samen met de arts van de patiënt waarop de aangifte betrekking heeft. Wanneer de arts of de verpleegkundige van het Agentschap belast met de besmettelijke ziektes tussenkomt in een toestand die collectief benaderd kan worden, werkt hij samen met de door de gemeenschap aangewezen arts, de behandelende artsen, de plaatselijke administratieve overheden en de betrokken huisartsenkring, met wie hij overleg pleegt.” ;

b) in 1° van het tweede lid wordt het woord “behandelend” opgeheven;

c) in 2° van het tweede lid worden de woorden “voor zover mogelijk,” opgeheven;

d) in 2° van het tweede lid worden de woorden “de overheid van de gemeente” vervangen door de woorden “de plaatselijke administratieve overheden”;

e) punt 2° van het tweede lid wordt aangevuld met volgende zin:

““Onder plaatselijke administratieve overheden” wordt verstaan de burgemeesters, de provinciegouverneurs, de voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of hun administraties en de lokale politiediensten”;

f) punt 4° van het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“De arts of de verpleegkundige van het Agentschap belast met de besmettelijke ziektes stuurt een rapport waarin de sluiting van een plaats, ruimte of installatie wordt gerechtvaardigd, naar de burgemeester.

De beslissing tot sluiting kan ongedaan worden gemaakt indien de omstandigheden die tot die beslissing dwongen, niet meer verenigd zijn.

De burgemeester is uit hoofde van zijn administratieve politiebevoegdheden verantwoordelijk voor de uitvoering van de beslissingen tot sluiting.” ;

g) punt 5° van het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “met de steun van de arts van de patiënt op wie de aangifte betrekking heeft;” ;

h) punt 6° van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“6° indien nodig de afzondering te bevelen van de besmette personen of van de personen die deze besmetting zouden kunnen hebben opgelopen, voor een periode die het besmettingsgevaar niet overstijgt, die volgens de omstandigheden, wordt uitgevoerd als volgt:

a) in een ziekenhuisdienst die relevant is voor de gegeven gezondheidstoestand en die geïdentificeerd is bij de afzonderingsbeslissing die door de arts van het Agentschap belast met het toezicht op besmettelijke ziektes na overleg met het betrokken ziekenhuis is aangenomen;

b) thuis;

c) op een andere voor dit doel geschikte plaats”;

i) het tweede lid wordt aangevuld met een 11°, luidend als volgt:

“11° de uitoefening van hun opdrachten te organiseren met de lokale huisartsenkring, de plaatselijke administratieve overheden en de arts die door de gemeenschap is aangewezen als referentiepersoon in geval van een collectieve toestand”;

j) in het derde lid wordt de zin vervangen als volgt: “De artsen of verpleegkundigen bedoeld in lid 1 kunnen de burgemeester van de betrokken gemeente de aanbeveling verstrekken om de nodige gemeentelijke gevalbeheersingsverordeningen te nemen”.

**Art. 4.** In Titel III van het inleidend boek wordt een nieuw artikel 47/15bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 47/15bis. § 1. Elke persoon die het grondgebied van het Franse taalgebied binnenkomt na een verblijf in een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19 dient zich onmiddellijk thuis of op een andere voor dit doel geschikte plaats in afzondering te plaatsen.

Alle personen met wie de personen die besmet zijn of waarvan er een ernstig vermoeden bestaat dat zij besmet zijn, in contact zijn geweest, dienen zich ook onmiddellijk thuis of op een andere voor dit doel geschikte plaats in afzondering te plaatsen.

De afzondering geldt voor een periode die wordt vastgesteld door de artsen van het Agentschap die belast zijn met het toezicht op besmettelijke ziektes, op basis van de ontwikkeling van de wetenschappelijke kennis.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde personen zijn verplicht zo spoedig mogelijk contact op te nemen met hun huisarts, die ofwel zelf de opsporingstest uitvoert, ofwel hen naar een triage- en afnamecentrum doorverwijst om over te gaan tot de opsporing.

Alle personen die op COVID-19 positief zijn getest of voor wie de arts een dergelijke besmetting veronderstelt, dienen zich te houden aan de voorschriften van de arts.

§ 3. Een stad, gemeente, district of land die als rode zone is ingedeeld op de lijst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken wordt beschouwd als een grondgebied met een zeer hoog besmettingsrisico in de zin van paragraaf 1.

§ 4. De opdrachten en bevoegdheden van de in artikel 47/15 bedoelde artsen en verpleegkundigen zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde maatregelen.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de straffen door het Strafwetboek bepaald worden gestraft met een geldboete van 1 tot 500 euro en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met slechts één van beide straffen, de personen die de bepalingen van dit artikel niet naleven.”.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 5.** Dit decreet heeft uitwerking op 16 juli 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2019-2020.*

Stukken van het Waals Parlement, 239 (2019-2020) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 juli 2020.

Bespreking.

Stemming.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42384]

#### 16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant clôture de la session ordinaire 2019-2020 du Parlement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 32, tel que modifié ;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La session ordinaire 2019-2020 du Parlement wallon est close le 1<sup>er</sup> septembre 2020 au soir.

**Art. 2.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO